

4° la rubrique C. est complétée par les dispositions suivantes :

« La Commission communautaire française et les personnes morales de droit public qui dépendent de cette Commission relèvent du comité :

- le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;
- l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle.

Lorsque des questions inscrites à l'ordre du jour concernent la Commission communautaire française ou les personnes morales de droit public qui en dépendent, le comité est présidé par l'autorité désignée par le collège de ladite Commission. »

**Art. 28.** Dans la même annexe, secteur XVI, Région wallonne, rubriques B. et C., 1°, les mots « l'Exécutif » et « l'Exécutif de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « le Gouvernement wallon ».

**Art. 29.** Dans la même annexe, secteur XVII, Communauté française, rubriques B. et C., 1°, les mots « l'Exécutif » et « l'Exécutif de la Communauté française » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Communauté française ».

**Art. 30.** A la même annexe, secteur XVIII, Communauté flamande et Région flamande, sont apportées les modifications suivantes :

1° aux rubriques B. et C., 1°, les mots « l'Exécutif » et « l'Exécutif flamand » sont remplacés par les mots « le Gouvernement flamand »;

2° la rubrique C. est complétée comme suit :

« 36° De Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen ».

**Art. 31.** A la même annexe, secteur XIX, Communauté germanophone, les modifications suivantes sont apportées :

1° à la rubrique B. le mot « l'Exécutif » est remplacé par les mots « le Gouvernement de la Communauté germanophone »;

2° la rubrique C. est complétée comme suit :

« 11° Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen. »

**Art. 32.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 11, 1° et 2°, qui produit ses effets le 1er janvier 1995.

**Art. 33.** Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 10 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de la Fonction publique,  
J. VANDE LANOTTE

4° de rubriek C. wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« De Franse Gemeenschapscommissie en de volgende publiekrechtelijke rechtspersonen die onder die Commissie vallen ressorteren onder het comité :

- le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;
- l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle.

Wanneer zaken op de dagorde ingeschreven zijn die de Franse Gemeenschapscommissie of de publiekrechtelijke rechtspersonen die eronder ressorteren betreffen, wordt het comité voorgezeten door de overheid aangewezen door het college van bedoelde Commissie. »

**Art. 28.** In dezelfde bijlage, sector XVI, Waals Gewest, rubrieken B. en C., 1°, worden de woorden « de Executieve » en « de Executieve van het Waalse Gewest » vervangen door de woorden « de Waalse Regering ».

**Art. 29.** In dezelfde bijlage, sector XVII, Franse Gemeenschap, rubrieken B. en C., 1°, worden de woorden « de Executieve » en « de Executieve van de Franse Gemeenschap » vervangen door de woorden « de Franse Gemeenschapsregering ».

**Art. 30.** In dezelfde bijlage, sector XVIII, Vlaamse Gemeenschap en Vlaams Gewest, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de rubrieken B. en C., 1°, worden de woorden « de Executieve » en « de Vlaamse Executieve » vervangen door de woorden « de Vlaamse Regering »;

2° de rubriek C. wordt aangevuld als volgt :

« 36° De Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen ».

**Art. 31.** In dezelfde bijlage, sector XIX, Duitstalige Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de rubriek B. worden de woorden « de Executieve » vervangen door de woorden « de Regering van de Duitstalige Gemeenschap »;

2° de rubriek C. wordt aangevuld als volgt :

« 11° Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen. »

**Art. 32.** Dit besluit treedt in werking de dag, waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 11, 1° en 2°, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1995.

**Art. 33.** Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 10 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

De Minister van Ambtenarenzaken,  
J. VANDE LANOTTE

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 1595

**9 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Règlement général pour la Protection du Travail en ce qui concerne des Etablissements permettant l'exercice d'activités sportives ou récréatives**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 5 mai 1988 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, modifiée par les lois du 22 juillet 1974 et du 22 décembre 1989;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1er;

Vu le Règlement général pour la Protection du Travail, approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947, notamment le Titre 1er, Chapitre II, A, modifié par l'arrêté royal du 10 février 1970;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** Dans le Règlement général pour la Protection du Travail, approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947, notamment le Titre Ier, Chapitre II, A, les rubriques suivantes sont insérées :

Numéro	Désignation des industries, dépôts, etc ... dangereux, insalubres ou incommodes	Classe	Indication de la nature et de leurs inconvénients
47bis	bateaux, jet-ski et hydroglisseurs mus par un moteur à combustion interne ou par une turbine (plans d'eau ou terrains aménagés qui ne sont pas complètement sur les voies navigables ou la voie publique, utilisés pour des épreuves de vitesse ou d'adresse, des essais, des entraînements ou de l'usage récréatif de)	1	- bruit - pollution des eaux - danger pour les spectateurs - perturbation de la faune, de la flore, - dégradation des berges
264bis	Modèles réduits téléguidés mus par un moteur à combustion interne (locaux, circuits, terrains, plans d'eau utilisés pour des épreuves, des essais, des entraînements ou de l'usage récréatif de) 1. avions, hélicoptères 2. autos, bateaux	1 2	- bruit - danger pour les spectateurs
386bis	Ultra-légers motorisés (aérodromes civils à l'usage d'aéronefs ultra-légers motorisés, ULM et/ou DPM tels que définis dans l'arrêté royal du 21 septembre 1983 fixant les conditions particulières imposées à l'admission à la circulation aérienne de certains aéronefs ultra-légers motorisés)	1	- bruit - danger pour le voisinage
390bis	Véhicules automoteurs mus par un moteur à combustion interne, y compris les prototypes, les véhicules à usage exclusivement récréatif et les <u>motoneiges</u> : a. circuits ou terrains qui ne sont pas situés complètement sur la voie publique, utilisés pour des épreuves de vitesse ou d'adresse, des essais, des entraînements ou de l'usage récréatif. b. les mêmes circuits ou terrains situés dans des locaux fermés	1 2	- bruit - pollution des eaux et du sol - dégradation du paysage - dégradation de la végétation - perturbation de la faune - danger pour le trafic local - danger pour les spectateurs - poussières

**Art. 2.** Au Titre Ier, Chapitre II, A, rubrique 347, point 5 du même Règlement général, les mots "autodromes, motodromes" sont supprimés.

**Art. 3.** Dans l'article 16 du même Règlement général, modifié par l'arrêté royal du 26 février 1957 et par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992, est inséré entre les alinéas 1er et 2, l'alinéa suivant :

"Les établissements mentionnés aux rubriques 47bis, 264bis, 377, 378, 386bis et 390bis du chapitre II, liste A, ne sont considérés comme érigés à titre temporaire que s'il y est organisé une seule activité par an, se déroulant pendant trois jours consécutifs au maximum ; si cette activité consiste en une épreuve, les entraînements qui s'y rapportent sont compris dans la période de trois jours. Dans les hypothèses visées au présent alinéa, une autorisation est requise chaque année."

**Art. 4.** L'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 octobre 1994 et par l'arrêté royal du 6 juillet 1987, est abrogé pour la Région wallonne.

**Art. 5.** Les demandes d'autorisation régulièrement introduites en application de l'arrêté royal précité du 10 juin 1976 et à propos desquelles il n'a pas été pris de décision avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont considérées comme des demandes d'autorisation régulièrement introduites en application du Règlement général pour la Protection du Travail. Les actes régulièrement accomplis à la suite de l'introduction de ces demandes continuent également à produire leurs effets.

**Art. 6.** L'article 25 du Titre Ier, Chapitre Ier du Règlement général précité n'est pas applicable aux établissements visés à l'article 1er.

En ce qui concerne les établissements visés à l'article 1er et qui sont exploités au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'autorisation d'exploiter doit être demandée dans un délai d'un an à dater de cette entrée en vigueur.

Ces établissements peuvent continuer à être exploités sans l'autorisation d'exploiter prévue par le présent arrêté jusqu'à la notification de la décision statuant en premier ressort sur la demande d'autorisation introduite conformément à l'alinéa 2.

Si la notification visée par la première phrase n'est pas faite à l'expiration d'un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant cesse ses activités tant que celles-ci ne sont pas couvertes par une autorisation d'exploiter accordée conformément au présent arrêté.

Art. 7. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
 Namur, le 9 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
 chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
 R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
 G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 1585

9. MÄRZ 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich der Einrichtungen, die die Ausübung von Sport- oder Freizeitaktivitäten ermöglichen

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1988 über die Inspektion von gefährlichen, gesundheitsschädlich oder unbequemen Einrichtungen und die Überwachung von Dampfmaschinen und -kesseln, abgeändert durch die Gesetze vom 22. Juli 1974 und vom 22. Dezember 1989;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere Artikel 1;

Aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, genehmigt durch die Regenterlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947, insbesondere Titel 1, Kapitel II, A, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 10. Februar 1970;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. In die Allgemeine Arbeitsschutzordnung, genehmigt durch die Regenterlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947, insbesondere Titel 1, Kapitel II, A, werden folgende Rubriken eingefügt:

Nummer	Bezeichnung der gefährlichen, gesundheit-schädlichen und incommodes Industrien, Ablagerungen, usw.	Klasse	Bezeichnung ihrer Art und Nachteile
47bis	Durch einen Verbrennungs-motor oder eine Turbine angetriebene Boote, Jet-Ski und Gleitboote (Wasser-flächen oder angelegte Grundstücke, die sich nicht ganz auf Schif-fahrtswegen oder öffentlichen Strassen befin-den, und für Schnelligkeits- und Geschicklichkeits-wettfahrten, Versuchs-fahrten, Übungsfahrten oder den Freizeitge-brauch von)	1	- Lärm - Wasserverschmutzung - Gefahr für die <u>Zuschauer</u> - Störung der Fauna und der Flora - Beschädigung der Ufer
264bis	Ferngesteuerte Modelle, die durch einen Verbrennungs-motor angetrieben werden (Räume, Rennstrecken, Wasserflächen, die für Übungs- und Wettfahrten oder den Frei-zeitgebrauch von) 1. Booten, Helikoptern 2. Automobilen, Booten	1 2	- Lärm - Gefahr für die <u>Zuschauer</u>
386bis	Motorisierte Ultraleicht-flugzeuge (Zivile Flug-plätze für motorisierte Ultraleichtluft-fahrzeuge). ULF und/oder DPM wie im kö-niglichen Erlass vom 21. September 1983 über Sonderbestimmungen für die Zulassung von bestimmten motorisierten Ultraleicht-luftfahrzeugen zum Luft-verkehr festgelegt.	1	- Lärm - Gefahr für die Anlieger
390bis	Durch einen Verbrennungs-motor angetrie-bene Kraft-fahrzeuge, einschließlich Prototy-pen, ausschließlich für den Freizeitgebrauch bestimmte Fahrzeuge und <u>Motorschlitten</u> : a. Rennstrecken und Gelände, die sich nicht vollständig auf öffentlichen Stras-sen befinden und für Schnelligkeits- und Geschicklichkeits-wettfahrten, Versuchs-fahrten, Übungsfahrten oder den Freizeitgebrauch genutzt werden. b. die gleichen Renn-strecken und Ge-lände, die sich in geschlossenen Räumen befinden	1 2	- Lärm - Wasser- und Bodenverschmutzung - Beschädigung der Landschaft - Beschädigung des Pflanzenwuchses - Störung der Fauna - Gefahr für den lokalen Verkehr - Gefahr für die <u>Zuschauer</u> - Staub

**Art. 2.** In Titel I, Kapitel II, A, Rubrik 347, Punkt 5 der genannten Allgemeinen Ordnung werden die Begriffe "Autodrome, Motodrome" gestrichen.

**Art. 3.** In Artikel 16 derselben Allgemeinen Ordnung, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 26. Februar 1957 und durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 wird zwischen Absatz und 2 der folgende Absatz eingefügt:

"Die in den Rubriken 47bis, 264bis, 377, 378, 386bis und 390bis von Kapitel II, Liste A, angeführten Einrichtungen werden nur dann als zeitweilig errichtete Einrichtungen betrachtet, wenn dort nur einmal jährlich eine Aktivität organisiert wird, die sich über eine Dauer von höchstens drei Tagen erstreckt: wenn es sich bei dieser Aktivität um einen Wettstreit handelt, sind die diesbezüglichen Trainingseinheiten in diesem dreitägigen Zeitraum einbegriffen. In den im obenstehenden Absatz genannten Annahmen ist jedes Jahr eine Genehmigung zu beantragen."

**Art. 4.** Der Erlaß vom 10. Juni 1976 über die Regelung der Organisation von Rennen, Trainingsfahrten und Testfahrten für Automobile, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Oktober 1994 und den Königlichen Erlaß vom 6. Juli 1987 wird für die Wallonische Region aufgehoben.

**Art. 5.** Die in Anwendung des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 10. Juni 1976 regulär eingereichten Genehmigungsanträge, und für die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses kein Beschluß gefaßt wurde, gelten als in Anwendung der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung regulär eingereichte Anträge. Die im Anschluß an das Einreichen dieser Anträge regulär ausgeführten Handlungen haben ebenfalls noch Auswirkungen.

**Art. 6.** Artikel 25 des ersten Titels des ersten Kapitels der vorgenannten Allgemeinen Ordnung ist nicht anwendbar auf die in Artikel 1 genannten Einrichtungen.

Für jene Einrichtungen, die in Artikel 1 angeführt werden und zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses genutzt werden, ist eine Nutzungsgenehmigung innerhalb einer Frist eines Jahr ab diesem Inkrafttreten zu beantragen.

Diese Einrichtungen können weiterhin ohne das Vorliegen einer durch den vorliegenden Erlaß vorgesehenen Nutzungsgenehmigung genutzt werden, bis über die gemäß Absatz 2 eingereichte Genehmigung ein in erster Instanz gefällter Beschluß notifiziert wird.

Wenn die durch den vorangehenden Satz genannte Notifizierung nach Ablauf einer dreijährigen Frist nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses nicht übermittelt wurde, beendet der Betreiber seine Aktivitäten, solange diese nicht durch eine gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses erteilte Nutzungsgenehmigung abgedeckt sind.

**Art. 7.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. März 1995.

Der Vorsitzende der Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 1595

#### 9 MAART 1995. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming in verband met de inrichtingen voor de uitoefening van sport- of recreatieactiviteiten

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 5 mei 1988 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoommachines en -ketels, gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1974 en 22 december 1989;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op Titel I, Hoofdstuk II, A, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 februari 1970;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** In het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op Titel I, Hoofdstuk II, A, worden de volgende rubrieken ingevoegd :

Nummering	Opgaaf van de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke industrieën, opslagplaatsen	Klasse	Opgaaf van de aard van de hinder ervan
47bis	Boten, jet-ski en glijboten die door een verbrandingsmotor of een turbine worden voortbewogen (watervlakken of aangelegde terreinen die niet helemaal op de bevaarbare waterwegen of op de openbare weg gelegen zijn, die gebruikt worden voor snelheids- of behendigheidswedstrijden, prof- en oefenritten of voor het recreatiegebruik van)	1	- lawaai - watervervuiling - gevaar voor de toeschouwers - storing van fauna en flora - beschadiging van de oevers

Nummering	Opgaaf van de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke industrieën, opslagplaatsen	Klasse	Opgaaf van de aard van de hinder ervan
264bis	Verkleinde modellen met afstandsbediening die door een verbrandingsmotor worden voortbewogen (ruimten, circuits, terreinen, watervlakken die gebruikt worden voor wedstrijden, proef- en oefenritten of voor het recreatiegebruik van) 1. vliegtuigen, helikopters 2. auto's, boten	1 2	- lawaai - gevaar voor de toeschouwers
386bis	Ultralichte motorluchtvaartuigen (burgerlijke vliegvelden voor ultralichte motorluchtvaartuigen. ULM en/of DPM zoals bepaald in het koninklijk besluit van 21 september 1983 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden opgelegd voor de toelating tot het luchtverkeer van sommige ultralichte motorluchtvaartuigen)	1	- lawaai - gevaar voor de buurt
390bis	Motorvoertuigen die door een verbrandingsmotor worden voortbewogen, prototypen, voertuigen uitsluitend bestemd voor recreatiegebruik en sneeuwscooters : a. circuits of terreinen die niet helemaal op de openbare weg gelegen zijn, die gebruikt worden voor snelheids- of behendigheidswedstrijden, proef- en oefenritten of voor het recreatiegebruik. b. dezelfde circuits of terreinen die in gesloten ruimten zijn gelegen.	1 2	- lawaai - water- en grondvervuiling - beschadiging van het landschap - beschadiging van de vegetatie - storing van de fauna - gevaar voor het plaatselijk verkeer - gevaar voor de toeschouwers - stof

Art. 2. In Titel I, Hoofdstuk II, A, rubriek 347, punt 5 van hetzelfde Algemeen Reglement, worden de woorden "autodromen, motodromen" geschrapt.

Art. 3. In artikel 16 van hetzelfde Algemeen Reglement, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 februari 1957 en bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992, wordt tussen de leden 1 en 2 het volgende lid ingevoegd :

"De inrichtingen vermeld in de rubrieken 47bis, 264bis, 377, 378, 386bis en 390bis van hoofdstuk II, lijst A, worden slechts beschouwd als tijdelijk opgericht als er één enkele activiteit per jaar in georganiseerd wordt, die maximum drie achtereenvolgende dagen plaatsvindt; als deze activiteit in een wedstrijd bestaat, worden de oefeningen die erop betrekking hebben in die periode van drie dagen begrepen. Voor de in dit lid bedoelde gevallen wordt elk jaar een vergunning vereist."

Art. 4. Het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 oktober 1994 en bij het koninklijk besluit van 6 juli 1987 is voor het Waalse Gewest opgeheven.

Art. 5. De aanvragen om vergunning die regelmatig ingediend worden op grond van voornoemd koninklijk besluit van 10 juni 1976 en waarover vóór de inwerkingtreding van dit besluit geen beslissing is genomen, worden beschouwd als regelmatig ingediende aanvragen om vergunning op grond van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming. De handelingen die regelmatig uitgevoerd worden na het indienen van die aanvragen blijven ook van kracht.

Art. 6. Artikel 25 van Titel I, Hoofdstuk I van het Algemeen Reglement is niet van toepassing op de in artikel 1 bedoelde inrichtingen.

Voor de in artikel 1 bedoelde inrichtingen die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit uitgebaat worden, moet de uitbatingsvergunning gevraagd worden binnen een termijn van één jaar vanaf deze inwerkingtreding.

Die inrichtingen mogen nog zonder de in dit besluit bedoelde uitbatingsvergunning uitgebaat worden tot de kennisgeving van de beslissing die in eerste instantie stelling neemt over de vergunningsaanvraag die overeenkomstig het tweede lid is ingediend.

Als de in de eerste zin bedoelde kennisgeving niet plaatsvindt na verloop van een termijn van drie jaar vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, staakt de uitbater zijn activiteiten zolang ze niet gedekt worden door een krachtens dit besluit verleende uitbatingsvergunning.

Art. 7. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN